

Bulletin de clarifications n° 2 : Questions et réponses relatives au Dossier d'Appel d'offres

« Conception, Réalisation et mise en service de la station d'épuration (STEP) des Eaux usées de la zone industrielle de Bouznika et son extension

Réf. : **CB/DESIGN-BUILD/MCA-M/LI-33/COMPACT**

Date de publication : **14 avril 2020**

Date limite de formuler les questions de clarification : **12 Juin 2020**

Dale limite de dépôt des offres : **22 juin 2020 à 15h00**

N°	Questions	Réponses
1	<p>Le formulaire ELI-1 : Fiche d'informations sur Coentreprise / Association / Sous-traitant / Fournisseurs clés / Autres vendeurs clés.</p> <p>a) Nous vous prions de bien vouloir spécifier si on doit le remplir seulement pour chaque entité constitutive du Soumissionnaire ou aussi pour Sous-traitant / Fournisseurs clés / Autres vendeurs clés.</p> <p>b) Veuillez confirmer s'il est requis joindre au ELI- 1, des copies des documents originaux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- Statuts de l'entité juridique susmentionnée,- Autorisation de représenter la société susmentionnée <p>c) Au cas, où le formulaire ELI-1 doit être rempli pour Sous-traitant / Fournisseurs clés / Autres vendeurs clés, veuillez spécifier le nombre d'entreprises que nous pouvons identifier et si cette liste serait contraignante.</p>	<p>a) Chaque membre d'une Coentreprise / Association constituant un Soumissionnaire et chaque sous-traitant connu, les fournisseurs clés ou chaque fournisseur faisant partie intégrante de la chaîne d'approvisionnement du Soumissionnaire doit remplir ce formulaire ;</p> <p>b) Oui conformément à la requête du formulaire ELI-1;</p> <p>c) Le nombre n'est pas limitatif et ne constitue pas de contrainte.</p>
2	<p>Une visite des lieux est incontournable pour pouvoir évaluer les travaux, y'a-t-il une date prévue pour cela ?</p>	<p>Une visite des lieux est prévue le 12 juin 2020 tout en espérant que la levée de l'état d'urgence sanitaire soit effective le 10 juin tel que annoncé (voir addendum n°1)</p>
3	<p>Compte tenu que c'est un appel d'offres de conception et réalisation et vu les circonstances actuelles en raison de la pandémie nous vous prions de bien vouloir reporter la date de soumission de cet appel d'offres d'un mois de plus</p>	<p>Voir addendum n°1 (report de la date de soumission d'au moins trois (3) semaines)</p>
4	<p>Nous vous prions de nous communiquer la liste des participants.</p>	<p>Le règlement de l'appel d'offres ne permet pas de partager cette information</p>
5	<p>Formulaire FIN-1 : Situation financière.</p> <p>Nous vous prions de bien vouloir confirmer si on doit remplir ce formulaire avec les Données financières pour les 3 dernières années [équivalents de dollars américains o par contre, on doit le faire pour les 5 dernières années tell qu'il est indiqué à la « Section III. Critères de qualification et d'évaluation”</p>	<p>Voir addendum n°1 (la base de l'évaluation de la situation financière est de trois (03) ans)</p>

N°	Questions	Réponses
6	Prière de confirmer que le cautionnement fera partie de la soumission électronique de l'offre. C'est-à-dire que la copie scannée de la caution est suffisante	Voir addendum n°1 (la caution de soumission n'est pas applicable du fait de la situation du COVID-19)
7	Compte tenu de la période de ramadan et de la situation pandémique, nous vous prions de bien vouloir de reporter la date de soumission d'au moins huit (8) semaines.	Voir addendum n°1 (report de la date de soumission d'au moins trois (3) semaines)
8	La solution variante est obligatoire ?	<p>Proposition de variante est autorisée dans la limite fixée au niveau du Cahier Des Clauses Techniques Particulières (CCTP) (articles 1.1 et 3.2)</p> <p>L'Entreprise devra fournir au maximum deux solutions techniques, dont obligatoirement la solution de base présentée dans le Dossier d'Appel d'Offres. Chaque solution (base ou variante) doit répondre obligatoirement aux garanties et exigences de base définies au chapitre 2 du présent CCTP et dans le respect des règles de conception et de dimensionnement définies au chapitre 4 du CCTP.</p> <p>Voir le point 3.2 du CCTP qui définit les principes obligatoires à respecter pour la proposition de solutions</p>
9	Prière de confirmer si la garantie de soumission qui est fixé à 500 000 Dirhams Marocains est annulée et ne fait pas partie de l'offre comme vous avez indiqué lors de la conférence préalable à la soumission des offres	Voir addendum n°1 (la caution de soumission n'est pas applicable du fait de la situation du COVID-19)
10	Pour les entreprises non installées au Maroc, la retenue à la source qu'on doit prendre en considération dans l'offre financière est fixé à 10% par rapport au montant global du Marché. Dans le cas d'une association entre deux entreprises dans l'objectif est de présenter une offre unique et si l'une est installée au Maroc et l'autre à l'étrangère, est ce que ce pourcentage va rester le même ou bien ça va dépendre de la part de chaque entreprise par rapport au montant global du marché ?	Dans le cas d'une association de deux entreprises ou plus (marocaine et étrangère), la retenue à la source s'appliquera sur la part revenant à l'entreprise non installées au Maroc et ne disposant pas d'un identifiant fiscal marocain.
11	Dans le formulaire TECH-5 qui fait partie de l'offre financière est ce qu'on doit fournir le détail demandé sur la prévision de trésorerie au moment de l'appel d'offres ou bien qu'après l'attribution du marché ?	Chaque Soumissionnaire donne au moment de la soumission sa prévision de trésorerie, il reste entendu que pendant l'exécution du contrat cette prévision de trésorerie pourrait être actualisée à la demande de MCA-M
12	<p>Nous avons reçu l'addendum n°1 que vous nous avez envoyé et nous avons constaté avec surprise que dans la section III Critères de qualification et d'évaluation, les critères financiers ont été changés et le ratio d'endettement est passé de 5 dernières années à seulement 3 (cette dernière condition nous laisse hors de pouvoir participer), alors que l'offre a été lancée il y a plusieurs semaines et toutes les entreprises ont investi des ressources humaines et économiques pour la préparer.</p> <p>Il nous semble peu juste que ces critères soient changés à mi-chemin et nous vous demandons que, si vous ne voulez pas de rétrogrades dans votre décision, au moins, admettiez que les entreprises,</p>	<p>L'addendum n°1 met en concordance deux requêtes différentes notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 5 ans selon le sous-facteur 3.3.1 « antécédents financiers » • 3 ans selon le formulaire FIN-1 « Situation financière » <p>Les états demandés doivent couvrir les 3 dernières années. D'ailleurs cette discordance a été corrigée dans les nouveaux documents standards de passation de marchés.</p>

N°	Questions	Réponses
	qu'elles aient 3 ou 5 ans passés, puissent être acceptées par le Maître d'Ouvrage ; il nous semble que cette option serait la plus juste tout en élargissant la libre concurrence.	
13	Suite à l'article IS 23.1, Les offres doivent être soumises par voie électronique, a cet effet prière de nous informer la procédure de présentation de la Garantie de soumission dans ce cas de soumission par voie électronique	Voir addendum n°1 (la caution de soumission n'est pas applicable du fait de la situation du COVID-19)
14	<p>Etant informé par email que la date limite de remise des offres prévue initialement le 28 mai 2020 à 15h00 est reportée au 15 juin 2020 à 15h00. Par contre selon L'ADDENDUM N°1</p> <p>La date limite de soumission des Offres est :</p> <p>Date : le 22 Juin 2020</p> <p>Heure : 15h00</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Prier de confirmer la date de la remise de l'offre qui est le 22 Juin 2020 à 15H00. 2) Merci de nous confirmer que notre offre commerciale doit être soumise par voie électronique le jour même avec l'offre technique sous le même lien de l'offre technique. 	<ol style="list-style-type: none"> 1) Conformément à l'addendum n°1, la date limite de remise des offres est le 22 juin 2020 à 15h00. 2) Votre offre doit être soumise par voie électronique à l'heure et le jour indiqué dans l'addendum n°1. Nous vous invitons à consulter et à suivre les indications de l'annexe 1 de la section II concernant la procédure de soumission des offres par voie électronique.